

# MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° 2024-08-DMORN )

### ***l'Acheteur***

Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation

### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie par délégation de Monsieur le Préfet de région Occitanie

### ***Objet du marché***

Travaux de topographies et de récolements fonciers sur le réseau routier national de la DREAL Occitanie pour les départements du Gard, de l'Hérault et de la Lozère.

### ***Remise des offres***

Date limite de réception : 24 février 2025 à 16h00 (heure locale de l'adresse de l'acheteur)

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

### Table des matières

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché.....	5
1-2.2. Formes des notifications.....	6
1-3. Intervenants.....	7
1-3.1 Maîtrise d'ouvrage.....	7
1-3.2. Maîtrise d'œuvre.....	7
1-4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	7
1-5. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-6. Passation des commandes.....	8
1-7. Décomposition en tranches et en lots.....	9
1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-8.1. Obligation de confidentialité.....	9
1-8.2. Sites sensibles.....	9
1-8.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	10
1-9. Contrôle des coûts de revient.....	10
1-10. Dispositions générales.....	10
1-10.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	10
1-10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés. .	11
1-10.3. Assurances.....	12
1-10.4. Conflit d'intérêts.....	13
1-10.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	13
1-10.6. Réalisation de prestations similaires.....	13
1-10.7. Clauses sociales et environnementales.....	13
1-11. Ordres de service.....	14
1-12. Clauses de réexamen du marché public.....	14
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>15</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	15
3-2.1. Contenu des prix.....	15
3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix .....	16
3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché.....	16

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement.....	17
3-3. Variation dans les prix.....	18
3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.....	18
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	18
3-3.3. Choix de l'index de référence.....	18
3-3.4. Modalités de révision des prix.....	19
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	19
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	20
3-5. Modalités particulières de paiement.....	20
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>20</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	20
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	20
4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	21
4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts.....	21
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	21
4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention.....	21
4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention.....	21
4-3.3. Pénalité pour indisponibilité.....	21
4-3.5. Retenue pour non remise de documentation.....	21
4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	21
4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur.....	21
4-3.8. Clauses sociales.....	21
4-3.9 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	21
4-3.10 Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD.....	22
4-3.11. Autres pénalités diverses.....	22
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	23
4-5. Interventions urgentes.....	23
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>24</b>
5-1. Retenue de garantie.....	24
5-2. Avances.....	24
<b>ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>25</b>
7-1. Mise en place du marché.....	25
7-2. Programme d'exécution.....	25
7-3. Conditions d'exécution.....	25
7-3.1. Dispositif de sécurité.....	25
7-3.2. Installation des chantiers du titulaire.....	26
7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport.....	26
7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique.....	26
7-3.5. Maintien des communications.....	26
7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	27
7-3.7. Mise à disposition de matériels par l'acheteur.....	27
7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation.....	27

7-3.9. Documentation technique.....	28
7-3.10. Revendications des tiers.....	28
7-4. Conditions d'intervention.....	28
7-4.1. Nature des interventions.....	28
7-4.2. Bons de commande.....	28
7-4.3. Période d'intervention.....	28
7-4.4. Délai d'intervention.....	28
7-4.5. Délai d'exécution – prestations à réaliser.....	28
7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions.....	28
7-4.7. Documents à établir après intervention.....	29
7-5. Formation.....	29
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	29
<b>ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>29</b>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	29
8-1.1. Surveillance en usine.....	29
8-1.2. Vérifications quantitatives.....	29
8-1.3. Vérifications qualitatives.....	29
8-1.4. Validation du service fait.....	29
8-1.5. Essais.....	29
8-2. Admission.....	29
8-3. Garantie(s).....	30
8-3.1. Garantie des prestations.....	30
8-3.2. Garantie de suivi de la documentation.....	30
8-3.3. Garantie particulières.....	30
<b>ARTICLE 9. RÉSILIATION.....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>31</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La réalisation de travaux de topographies et récolements fonciers en phases d'études ou de travaux.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : départements du Gard (30), de l'Hérault (34) et de la Lozère (48).

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les présentes prestations font l'objet d'un allotissement (**2 lots faisant chacun l'objet d'un marché séparé**).

Le montant maximum du présent accord-cadre est de 2 600 000 € HT.

Lot 1 : Travaux topographiques et de récolements fonciers des opérations routières du réseau national dans le département de la Lozère : 1 000 000 € HT ;

Lot 2 : Travaux topographiques et de récolements fonciers des opérations routières du réseau national dans les départements du Gard et de l'Hérault : 1 600 000 € HT ;

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire, selon leur délégation :

- le directeur des transports ou son adjoint ;

- le chef de département de la Maîtrise d’Ouvrage des Routes Nationales (MORN) ;
- le chef de la division MORN Est ou son adjoint ;
- les responsables d’opérations

### **1-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l’article 3.1.1 du CCAG-PI, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l’article 3.1 du CCAG-PI, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l’exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie électronique assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

En application de l'article 3.1.2 du CCAG-PI, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressée, mentionnées sur le récépissé généré par échanges électroniques qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, à défaut de consultation de l’échange électronique par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-PI, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commence(nt) à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l’heure suivant celle où s’est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

## **1-3. Intervenants**

### **1-3.1 Maîtrise d’ouvrage**

Voir paragraphe 1.2.1 Représentants de l’acheteur et formes de notification

### **1-3.2. Maîtrise d’œuvre**

Le maître d'œuvre pouvant être différent d’une opération à l’autre, il sera précisé pour chaque bon de commande.

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études préalables ;
- Les études de conception détaillées ;

- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs après réalisation par celui-ci de son contrôle externe (VISA-des investigations) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

#### **1-4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par le coordonnateur SPS mandaté par la DREAL Occitanie, lorsque les prestations le nécessiteront.

Ses coordonnées apparaîtront, s'il y a lieu, sur les bons de commande envoyés au titulaire des prestations à réalisés lors de la phase d'exécution.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection est désignée, dans le présent marché, sous le nom de « coordonnateur SPS ».

#### **1-5. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG-PI dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

#### **1-6. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le directeur des Transports, le chef de la DMORN, le chef de la DMORNE, ou un responsable d'opération ;

En préalable de l'émission du bon de commande, il sera vérifié que les titulaires n'interviennent pas au titre du contrôle intérieur de l'entreprise de travaux objet du contrôle extérieur dans les conditions prévues à l'article 1-10.4 ci-après.

Cette condition sera également appliquée aux sous-traitants du présent marché.

Les commandes seront passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 18h00, par courrier électronique. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une journée ouvrée par renvoi en courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché et le lot concerné ;

- Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ;
- Le lieu des prestations et l'opération routière concernée ;
- La nature des prestations à réaliser ;
- La quantité commandée par catégorie en référence aux prix du marché ;
- Le montant de la commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les conditions particulières d'exécution le cas échéant ;
- La durée de la période de préparation si elle s'avère nécessaire ;
- Le délai d'exécution ;
- Les documents éventuellement remis par le MOA;
- Les documents à remettre par le prestataire.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

En préalable à l'émission du bon de commande, le titulaire devra certifier/attester sur l'honneur qu'il n'intervient pas au titre de l'entreprise de travaux titulaire du marché éventuel.

Si le titulaire fait partie du même groupement d'intérêts économiques que l'entreprise de travaux titulaire du marché éventuel, il a la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du bon de commande concerné.

Le cas échéant, le MOA pourra décider de passer une commande de prestations géotechniques hors du cadre du présent marché à bons de commande.

Le titulaire précisera par courrier le nom de son chargé d'affaires qui sera le correspondant unique de la MOA ou/et de la MOE pour tout sujet lié au bon de commande concerné.

## **1-7. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloté, les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

<b>Désignation des lots</b>	
Lot 1	Travaux topographiques et de récolements fonciers des opérations routières du réseau national dans le département de la Lozère
Lot 2	Travaux topographiques et de récolements fonciers des opérations routières du réseau national dans les départements du Gard et de l'Hérault

## **1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-8.1. Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui seraient susceptibles de lui être confiés ou dont il aurait connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux de l'Administration. Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de



confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviendront pour son compte dans la réalisation des prestations objet du présent marché.

De même, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément, de quelque nature qu'il soit, pouvant directement ou indirectement, contenir ou refléter un savoir faire spécifique du pouvoir adjudicateur.

L'administration reste propriétaire de tous les documents et informations remis aux intervenants pour réaliser la prestation. Le titulaire ne pourra en faire aucun usage sans l'accord préalable et écrit de l'Administration.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage se réserve l'entière propriété des documents établis par le titulaire dans le cadre de sa mission, et pourra leur donner toute suite qu'il jugera utile, sans donner droit à indemnités supplémentaires ou droit d'auteur pour le titulaire. Ainsi, toutes les productions ou autres documents réalisés dans le cadre du présent marché (tels que notamment les plans topographiques) deviennent propriété exclusive du maître d'ouvrage (DREAL Occitanie). Les prix du marché comprennent ces dispositions.

Le titulaire ne pourra utiliser tout ou partie des résultats ou des contrôles faisant l'objet du présent marché qu'avec l'accord préalable du maître d'ouvrage. Cet accord n'est subordonné au paiement d'aucune redevance.

#### **1-8.2. Sites sensibles**

Sans objet.

#### **1-8.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG-PI, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

#### **1-9. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

#### **1-10. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>

### **1-10.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

### **1-10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-10.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-10.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41.3 du CCAG-PI.

### **1-10.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG-PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-10.4. Conflit d'intérêts**

Préalablement à la notification du marché, le titulaire fournit au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur de ne réaliser aucune interversion au titre du contrôle extérieur des différentes entreprises de travaux objets des présents contrôles extérieurs.

Cette attestation pourra être renouvelée annuellement au besoin.

Il en est de même pour les sous-traitants éventuels lors de la demande d'agrément.

### **1-10.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Le titulaire du présent marché, peut recourir à la sous-traitance, dans le respect des textes réglementaires et dans les conditions définies ci-après.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Tous les sous-traitants doivent être agréés quel que soit leur rang.

Lors de la présentation de l'agrément d'un sous-traitant, le titulaire devra préciser dans le DC4, en cas de groupement, le co-traitant de rattachement de ce sous-traitant, ainsi que la répartition financière des prestations du sous-traitant entre les missions du marché.

Le titulaire doit joindre à ce DC4, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.9.3 ci-après.

En outre, dans les conditions de l'article R.2393-27 du CCP, le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans le cadre d'un marché où l'exemplaire unique a été délivré au titulaire, ce dernier aura obligation de le restituer au moment de l'agrément du sous-traitant, afin d'être modifié, faute de quoi l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant ne pourra légalement intervenir.

Le titulaire devra transmettre au maître d'ouvrage le dossier d'agrément complet d'un sous-traitant au moins deux mois avant le commencement prévu de l'intervention de ce dernier. Le maître d'ouvrage fera connaître son agrément ou son refus sous un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande. L'absence de réponse du maître d'ouvrage dans ce délai vaut agrément. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de refuser les prestataires dont les compétences, références et moyens sont inappropriés à la nature et à l'ampleur des tâches qu'il est censé réaliser.

Le titulaire devra également indiquer, le cas échéant, la tranche concernée ainsi que le co-traitant de rattachement.

#### **1-10.6. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

#### **1-10.7. Clauses sociales et environnementales**

Les échanges dématérialisés seront privilégiés et si impression il y a, elles seront réalisées sur du papier recyclé issu des forêts gérées durablement..

### **1-11. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-PI.

### **1-12. Clauses de réexamen du marché public**

Les clauses de réexamen du marché public seront les suivantes :

Lorsque des services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial.

En application de l'article 23,2 du CCAG ce marché prévoit la possibilité de recourir à des prix nouveaux.

Tout prix nouveau fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

L'exemplaire original des pièces du marché détenu aux archives de l'acheteur fait seule foi en cas de contestation.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Le bordereau des prix ;

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, à l'exception de ceux cités à l'article 2 ci-dessus, les éléments de l'offre remise par le titulaire et notamment les modalités d'organisation pour mener à bien la mission, et l'organigramme des moyens humains mobilisés ne constituent pas une pièce contractuelle, mais des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage, qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de lui le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

Toutefois, le titulaire pourra proposer à l'agrément du maître d'ouvrage des modifications de ces documents en cours d'exécution de sa mission. Le maître d'ouvrage fera connaître son agrément ou son refus sous un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage dans ce délai vaut agrément des modifications présentées.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droit, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché (et notamment en préambule du bordereau des prix) et en outre :

- En tenant compte des dépenses liées aux dispositions pour les mesures particulières relatives à la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) conformément à la législation en vigueur ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières de protection de l'environnement conformément à la législation en vigueur ;

- En tenant compte des sujétions d'exécution particulières lors de la réalisation de travaux topographiques terrestres :
  - des contraintes d'accès et de desserte du site que le titulaire aura préalablement évaluées avant de remettre son offre ;
  - des contraintes dues à proximité des voies ouvertes à la circulation publique et des frais induits par la mise en place et la dépose de la signalisation temporaire de chantier nécessaire au balisage ponctuel et aux protections du poste de travail et des équipes du titulaire ;
  - de la présence de réseaux aériens et souterrains (eaux, électricité, gaz, fibre optique, réseaux d'exploitation, etc.) et des prescriptions du Code de l'environnement (définis aux articles L554 1 à 5 et R554-1 à R554-38) et du décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
  - des sujétions, de leur balisage et de protection conformément aux exigences des concessionnaires que l'entrepreneur devra consulter ;
  - des contraintes d'exploitations de la circulation publique y compris les frais afférents aux rencontres avec les exploitants routiers;
  - de la nature des terrains rencontrés comportant notamment des zones à fort couvert végétal et/ou accidentées.

### **3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix .**

Les quantités réalisées sont dûment constatées.

Le titulaire est tenu d'aviser le pouvoir adjudicateur de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du bon de commande. Il ne pourra exécuter aucune prestation au-delà de ce montant.

Ces prix comprennent toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

Tout prix nouveau ne figurant pas dans le bordereau des prix fait l'objet d'un avenant ou modification au marché.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage, dès que le montant total des bons de commande atteindra 80 % du montant contractuel maximum de l'accord cadre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

La rémunération est exclusive de toute autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire du présent marché s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la MO au titre de la présente opération

### **3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché**

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG-PI.

La périodicité des règlements sera fonction de l'avancement des prestations commandées.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Dans le cas d'une maîtrise d'œuvre, les demandes de paiement devront être validées par celle-ci avant transmission au MOA.

Chaque bon de commande faisant l'objet d'un engagement juridique propre, les demandes de paiements seront faites par bon de commande. Elles ne pourront pas être regroupées.

Le rythme des demandes de paiement est à la discrétion du titulaire, sous réserve de validation des prestations par le Moe, sans pouvoir excéder une demande par mois par bon de commande.

Le décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 45 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- 12 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision définitive du solde.

Le titulaire adresse au maître d'ouvrage, sous trente (30) jours à compter de la notification de la dernière décision d'admission, le projet de décompte final.

Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Par dérogation au 11.7 du CCAG, le décompte général est signé par le représentant de l'acheteur avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final transmis par le titulaire ;
- Douze (12) jours après la publication de l'index de référence permettant la révision définitive du solde.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié le décompte général dans les délais ci-dessus, le titulaire le met en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le maître d'ouvrage dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise seulement le titulaire à saisir le tribunal administratif de sa demande d'établissement du décompte général.

Elle ne saurait en aucun cas faire naître un décompte accepté tacitement par le maître d'ouvrage.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP,



le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

S'agissant des prix forfaitaires, l'utilisation de l'application GEMME implique que le montant du prix forfaitaire indiqué dans la facture ne pourra résulter d'un taux d'avancement de plus de 3 décimales de ce prix. Le prestataire devra tenir compte de cette contrainte dans l'établissement de sa facture. A défaut, les factures seront rejetées.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché « qui sera transmis par le MOA lors de la notification du présent marché »
- le numéro de SIRET de l'Etat : 11 000201 100 044
- le code du service exécutant de la dépense : CGFB200031
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du bon de commande ».

#### **3-2-4.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à **30 jours**.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-PI aux primes.

#### **3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

#### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de l'ensemble des lots est :

IGE : Indice Géomètre Expert

Il est publié :

– sur le site internet de l'INSEE : « <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/103173847> »

#### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85I_n / I_o$$

avec :  $I_o$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Le coefficient de révision des prix est arrondi au millième supérieur.

#### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont établies hors TVA et sont affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix selon les mêmes modalités que les prix du marché.

Les autres indemnités et les retenues ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Cet article concerne toutes les pénalités.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

Les pénalités sont appliquées par précompte sur les états d'acompte (EA).

Les pénalités s'appliqueront sur des jours calendaires.

Toutes les pénalités sont cumulables y compris celles pour retard d'exécution.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité et celles-ci sont cumulables.

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à chaque bon de commande émis par le maître d'ouvrage.

#### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

#### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de retard.

##### **4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Si les prestations relatives à un bon de commande ne sont pas terminées dans la durée d'exécution mentionnée, le titulaire subit, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, une pénalité journalière fixée à **500 € HT** par jour calendaire de retard sans mise en demeure, sur simple constat de retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise de la prestation.

##### **4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

#### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

##### **4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention**

Sans objet.

##### **4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention**

Sans objet.

##### **4-3.3. Pénalité pour indisponibilité**

Sans objet.

#### **4-3.5. Retenue pour non remise de documentation**

Sans objet.

#### **4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 7-3 et 7-8 du présent CCAP ou des dispositions imposées par le coordonnateur SPS sur le chantier., une pénalité journalière de 1000 € est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

#### **4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

#### **4-3.8. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **4-3.9 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

#### **4-3.10 Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-3.11. Autres pénalités diverses**

- ◆ Pénalité pour absence à une réunion :

En cas d'absence à une réunion où il aurait été préalablement convié par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 300 € HT

- ◆ Pénalité pour non respect d'une intervention urgente :

En cas de non-intervention dans le délai prévu consécutivement à une demande d'intervention urgente conformément à l'article 4-5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 €HT par jour calendaire de retard.

- ◆ Pénalité pour non respect du Code du travail :

En cas de non-respect des mesures d'ordre sociales relatives à l'application de la réglementation du travail (Art 1-8.1 du présent CCAP) et celles applicables en cas d'intervenants étrangers (Art 1-8.2 du présent CCAP), le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **100 €HT** par jour calendaire de retard dans la fourniture des pièces visées. Toutefois le montant cumulé de ces pénalités ne pourra dépasser au plus 10 % du montant du/des bon(s) de commande(s) et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, une pénalité par jour calendaire de **100 €HT** pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail. Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10% du

bon de commande et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application de l'article L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail. La pénalité s'applique dans un délai de 2 mois à compter d'une mise en demeure de régularisation restée sans effet.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise de la prestation.

◆ Pénalité pour défaut d'assurance :

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, suivant les prescriptions de l'article 1-8.3 ci-avant, le titulaire encourt une pénalité journalière de **500 € HT** par jour calendaire de retard après mise en demeure restée infructueuse.

◆ Pénalité pour défaut de préparation, d'organisation ou de suivi :

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues concernant la préparation, l'organisation et le suivi de la mission, telles que fixées à l'article 2.4 du CCTP et dans le prix forfaitaire du bordereau des prix, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **200 € HT**.

◆ Pénalité pour défaut de signalisation temporaire ou prescriptions des gestionnaires routiers

En cas de défaut de signalisation temporaire ou prescriptions des gestionnaires routiers pour les interventions sur chaussées circulées – le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 500 € HT**.

◆ Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Le titulaire est tenu de respecter les obligations en matière de sécurité des travailleurs et notamment des dispositions imposées par le coordonnateur SPS sur le chantier.

Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité forfaitaire de 1 000 € HT sur simple constatation de manquement ou de dysfonctionnement de ces obligations en matière SPS par un représentant du maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable.

Pour chaque réitération, le montant de la pénalité sera porté à 200 € HT.

◆ Retenue pour non remise de document :

Elle est fixée forfaitairement à 500 € HT par document non remis conformément aux prescriptions du marché.

Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité sur simple constatation du retard dans la remise de document par un représentant du maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable.

◆ Pénalités contre le travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, une pénalité journalière de 200 € HT pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à 8221-5 du Code du travail.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application de l'article L8224-1, L8224-2 et 8224-5 du Code du travail.

A défaut de correction des irrégularités dans un délai de deux (2) mois, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

#### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

#### **4-5. Interventions urgentes**

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique, par messagerie du profil d'acheteur de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-6 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrables de jour (soit de 07h00 à 21h00) : délai de 24 heures
- En heures nuit (soit de 21h00 à 07h00) : délai de 24 heures
- En heures non ouvrables (dimanches et jours fériés) : délai de 48 heures

Le délai commence à courir à partir de la communication téléphonique, de l'accusé de transmission de la télécopie ou de la réception, par l'acheteur, du rapport de transmission automatique du courrier électronique d'envoi de la demande d'intervention urgente.

En cas de non-respect du délai d'intervention le titulaire sera passible de la pénalité spécifiée à l'article 4-3.11 ci-avant.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	①
1	5 % <sup>①</sup>
2	5 % <sup>①</sup>

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.



## **ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Mise en place du marché**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

La période de préparation comprend notamment l'ensemble des dispositions fixées aux articles 2.4 et 2.5 du CCTP.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1. Dispositif de sécurité**

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

#### **7-3.2. Installation des chantiers du titulaire**

Sans objet.

#### **7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport**

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

#### **7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée soit par l'entreprise titulaire du marché de travaux, soit directement par le gestionnaire de voirie concerné.

En conséquence la signalisation et balisage sur voie publique circulée n'incombe pas au titulaire du présent marché. En revanche, le titulaire aura à sa charge les balisages ponctuels et spécifiques liés à son poste de travail. Ces balisages ponctuels seront réalisés sous le contrôle du maître d'œuvre en charge de l'opération de travaux ainsi que du service gestionnaire de voirie concerné.

Elle doit être conforme à l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8 ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

### **7-3.5. Maintien des communications**

Pendant toute la durée de son intervention sur le chantier, le titulaire est tenu de maintenir en permanence l'ensemble des accès existants :

- accès à toutes les propriétés riveraines des travaux ou dessertes temporaires ;
- accès des exploitants aux voiries publiques ;
- accès de secours préalablement définis ;
- etc.

### **7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le titulaire doit fournir à la personne publique, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage, les équipements et le personnel nécessaires à la réalisation des mesures et essais qui lui sont confiés dans le cadre des bons de commande ;
- Les tenues de travail
- La signalisation de balisage de son poste de travail au besoin ;

- Les matériels de télécommunication.

#### **7-3.7. Mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

#### **7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation**

##### **A - Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

##### **B - Restitution des installations**

Aucune stipulation particulière.

##### **C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations**

Aucune stipulation particulière.

#### **7-3.9. Documentation technique**

Sans objet.

#### **7-3.10. Revendications des tiers**

Les stipulations de l'article 6 du CCAG relatives aux prestations intellectuelle s'appliquent.

### **7-4. Conditions d'intervention**

Le titulaire tiendra informé le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les éventuels gestionnaires routiers de toutes ses interventions sur le terrain.

#### **7-4.1. Nature des interventions**

Il s'agit de réaliser des prestations topographiques et foncières dans le cadre de l'aménagement d'infrastructures routières (phases d'études de conception et de réalisation de travaux) dont le maître d'ouvrage est la DREAL Occitanie – division maîtrise d'ouvrage de Montpellier.

#### **7-4.2. Bons de commande**

Les bons de commande successifs sont transmis au titulaire de chaque lot (1 marché par lot) par le Représentant du Maître d'Ouvrage. Le titulaire en accuse réception et transmet le document ainsi complété.

### **7-4.3. Période d'intervention**

La période d'intervention (hors intervention d'urgence) s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

### **7-4.4. Délai d'intervention**

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie ci-dessus, ces délais d'intervention sont de :

- à partir de 8h00 du matin pour une commande transmise la veille avant 12h00 heures,
- à partir de 14h00 heures pour une commande transmise la veille avant 18h00 heures.

### **7-4.5. Délai d'exécution – prestations à réaliser**

Chaque bon de commande mentionne le délai d'exécution propre à l'intervention, ainsi que les prestations et les quantités afférentes à réaliser. Sauf indication contraire, le commencement du délai d'exécution est fixé à la date de réception du bon de commande par le titulaire.

### **7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions**

S'il y a lieu, le titulaire ou son représentant doit être habilité à réaliser ces prestations selon la réglementation en vigueur notamment dans le cadre de prestations relevant du foncier (géomètre expert DPLG).

### **7-4.7. Documents à établir après intervention**

Les documents à remettre par le titulaire au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre sont conformes aux pièces du marché et notamment aux prescriptions du cahier des clauses techniques ou du bordereau des prix.

## **7-5. Formation**

Sans objet.

## **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Pour chaque opération de travaux nécessitant une intervention de contrôle sur chantier, le titulaire établira un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS de l'opération.

## **ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais**

#### **8-1.1. Surveillance en usine**

Sans objet.

### **8-1.2. Vérifications quantitatives**

Les vérifications quantitatives des prestations effectuées sont établies dans un délai et dans les conditions indiquées dans le bon de commande correspondant.

### **8-1.3. Vérifications qualitatives**

Les vérifications quantitatives des prestations effectuées sont établies dans un délai et dans les conditions indiquées dans le bon de commande correspondant.

### **8-1.4. Validation du service fait**

La constatation du service fait (vérification quantitative et qualitative des prestations) est un préalable indispensable au paiement des prestations réellement effectuées. Le maître d'ouvrage précisera dans le bon de commande la personne ou le service valideur.

### **8-1.5. Essais**

Sans objet.

## **8-2. Admission**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-PI, l'admission des prestations est prononcée dans les conditions suivantes :

Chaque bon de commande fait l'objet d'une admission propre.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-PI, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai suivant : 3 mois.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur des documents constituant le rendu final du bon de commande.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-PI, si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

## **8-3. Garantie(s)**

### **8-3.1. Garantie des prestations**

Sans objet.

### **8-3.2. Garantie de suivi de la documentation**

Sans objet.

### **8-3.3. Garantie particulières**

Sans objet.

## **ARTICLE 9. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG-PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG-PI.

Dans le cas où l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 42 du CCAG-PI est fixé à 5 %.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Sans objet.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

**a) CCAG-PI:**

CCAP 1-2.2.	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG-PI
CCAP 1-10.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG-PI
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-PI
CCAP 3-2-3	déroge à l'article	11.7 du CCAG-PI
CCAP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG-PI
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG-PI
CCAP 4	déroge à l'article	14.3 du CCAG-PI
CCAP 4-2	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG-PI
CCAP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG-PI
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG-PI
CCAP 8-2	déroge à l'article	30.1 du CCAG-PI
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG-PI

**b) CCTG et CPC travaux publics**

**c) Normes françaises homologuées**

**d) Autres normes**